



PROCES VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 18 NOVEMBRE 2024

Le 18 novembre deux mille vingt-quatre

Le conseil municipal de la commune de MORNANT (Rhône) s'est réuni, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 12 novembre deux mille vingt-quatre.

Début de la séance : 20h00

Membres présents : Pascale CHAPOT – Loïc BIOT - Dorothée RODRIGUES - Patrick BERRET – Pascale DANIEL – Jean-François FONTROBERT – Virginie PRIVAS-BREAUTE - Gaël DOUARD - Véronique ZIMMERMANN – Christian CECILLON – Alain DUTEL – Patricia BONNET GONNET - Jean-Marc MACHON - Jocelyne TACCHINI – Serge CAFIERO – Dominique HAZOUARD – Anne-Laurence OLTRA - Arnaud BREJOT – Véronique MERLE - Sébastien PONCET – Julie GUINAND BOIRON - Fatira RULLIERE – Raphaëlle GUERIAUD - Laure PIQUERAS – Anne BLANCHET.

Membres excusés et représentés :

Renaud PFEFFER a donné pouvoir à Pascale CHAPOT

Sophie PIVOT a donné pouvoir à Sébastien PONCET

Anne-Catherine BLANC VALETTE a donné pouvoir à Pascale DANIEL

Dylan MAYOR a donné pouvoir à Loïc BIOT

Membre absent : 0

Nombre de conseillers

En exercice : 29

Présents : 25

Votants : 29

Il est désigné Sébastien PONCET, Conseiller municipal délégué au Maire, comme secrétaire de séance.

Il est procédé à l'appel nominal et à l'approbation à l'unanimité des procès-verbaux des Conseils Municipaux du 23 septembre et du 14 octobre 2024.

Anne BLANCHET, Conseillère municipale, fait remarquer qu'il manque le début d'une phrase sur le procès-verbal du 23 septembre. Pascale CHAPOT répond que ce sera rectifié.

Pascale CHAPOT, 1ère Adjointe informe l'assemblée que le rapport Décision modificative n°4 a été modifié et qu'un exemplaire papier a été distribué à chaque élu. Elle demande si l'assemblée accepte un rapport remis sur table concernant le partenariat de la commune avec la mutuelle Miltis dans le cadre de l'achat groupé Mutuelle régionale organisé par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Les conseillers l'acceptent à l'unanimité.

Les questions inscrites à l'ordre du jour sont ensuite examinées.

COMMISSION RESSOURCES

Délibération n°99/24 : Budget de la commune – Exercice 2024 – Décision modificative n°3

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire, présente le rapport.

L'instruction budgétaire et comptable M57 autorise le Conseil Municipal à corriger le budget primitif afin de tenir compte des événements de toute nature qui modifient les prévisions faites.

Toutefois, les corrections qui peuvent intervenir s'effectuent dans le respect des principes relatifs à la préparation, au vote et à l'équilibre du budget.

Dans le cadre du vote du budget réalisé en avril dernier, des régularisations d'écritures de dépenses et de recettes s'imposent.

Les modifications sont détaillées dans le document comptable ci-annexé.

Elles concernent :

- En fonctionnement : augmentation des crédits du chapitre 012 (charges de personnel) de 130 000 € avec une diminution des crédits du chapitre 011 (charges à caractère général) du même montant.
- En fonctionnement : augmentation des crédits de l'article 65568 (autres contributions) pour permettre une régularisation d'imputation demandée par la Trésorerie (paiement des ADS 2024 au SCOT) avec une diminution des crédits de l'article 62876, pour un montant de 24 005 €.
- En investissement : augmentation des crédits d'études pour 10 900 € (2031), du remboursement du capital des emprunts pour 6 700 € (1641), des taxes d'aménagement pour 30 284,95 € (10226) et de l'opération 928 modernisation des moyens de communication pour 281 € (21533), avec une diminution de l'article 2188 pour 48 165,95 €.
- En investissement : positionnement de crédits en dépenses et recettes pour permettre le paiement à ENEDIS des travaux d'extension du réseau électrique pour les bâtiments situés au 15 rue Victor Hugo (19 663,37 €) et son remboursement intégral par PRODEXIA (selon délibération du 3 juillet 2023) (opérations d'ordre).
- En investissement : modification d'imputation pour passer du 21622 (amortissable) au 21621 (non amortissable) [erreur lors du passage M57] pour 18 953,87 € en dépenses et recettes (opération d'ordre).

La commission *Ressources*, réunie le 4 novembre 2024, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Pascale CHAPOT, 1ère Adjointe, invite le conseil municipal à approuver la décision modificative n°3 du budget de la commune – exercice 2024.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°100/24 : Admissions de titres en non-valeur

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Au terme de l'instruction comptable M57 - tome II - titre 3, les demandes d'admission en non-valeur sont formulées par le comptable et soumises à l'assemblée délibérante.

L'admission en non-valeur ne décharge pas le redevable de sa dette mais libère le comptable de son obligation de poursuites. Le recouvrement peut être ultérieurement repris si le débiteur retrouve une situation financière qui le permet.

Le service de gestion comptable de Givors a transmis plusieurs demandes d'admission en non-valeur afin que le Conseil Municipal statue sur ces admissions en non-valeur pour mise en débet.

L'ensemble de ces admissions en non-valeur sont jointes à ce rapport pour un montant global de 105,75 €.

En effet, ces différentes personnes ou associations concernées sont redevables des sommes indiquées dans l'annexe de ce rapport.

La commune de Mornant a fait établir un ordre de versement à l'encontre de ces derniers pour régulariser la situation.

Ces différentes personnes ou associations n'ayant effectué aucun versement ni formulé aucune demande de remise gracieuse, le recouvrement a dû être confié à la Direction des Créances Spéciales du Trésor mais ce dernier est définitivement compromis, toutes les voies de recours possibles (compte tenu du montant) s'étant avérées inopérantes. La commission *Ressources*, réunie le 4 novembre 2024, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Pascale CHAPOT, 1ère Adjointe, invite le conseil municipal à accepter les admissions en non-valeur concernant ce débet pour la somme de 105,75 € (montant restant dû auprès du trésorier) ; à préciser que cette opération constitue une dépense de fonctionnement et que les crédits sont prévus au chapitre 65 du budget 2024 de la commune ; à autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°101/24 : Mise en recouvrement des participations HORS GEMAPI au 1^{er} janvier 2025

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Par délibération du 11 avril 2024, le comité syndical du SMAGGA a décidé de remplacer la contribution HORS GEMAPI par le produit des impôts recouvrés directement au

titre de la fiscalité locale sur les contribuables, et en a fixé le montant provisoire pour l'exercice 2025.

Comme prévu, par la réglementation, la contribution de la commune de Mornant sera mise en recouvrement auprès des contribuables à compter du 1^{er} janvier 2025, sauf en cas d'opposition de son Conseil Municipal.

Les collectivités adhérentes disposent d'un délai de 40 jours à compter de cette délibération pour :

- S'opposer à la fiscalisation,
- Décider de fiscaliser pour partie la contribution et de budgétiser pour partie la contribution,
- Décider de poursuivre la budgétisation de sa contribution.

Considérant que la commune de Mornant ne souhaite pas fiscaliser la contribution due au SMAGGA mais continuer à poursuivre la budgétisation de sa contribution ;

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire précise que cela ne pèse pas directement sur les contribuables.

La commission *Ressources*, réunie le 4 novembre 2024, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Pascale CHAPOT, 1^{ère} Adjointe, invite le conseil municipal à décider de poursuivre la budgétisation totale de sa contribution au SMAGGA pour l'année 2025 ; à l'autoriser à effectuer toutes les démarches utiles et nécessaires en vue de l'application de la présente délibération et signer tout document se rapportant à cette affaire.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°102/24 : Renouvellement de l'adhésion à un groupement de commandes pour l'achat d'électricité et de services associés et autorisation de signer les marchés et/ou accords-cadres et marchés subséquents

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Rappel : conformément au Code de l'Energie, les tarifs réglementés de vente d'électricité sont supprimés depuis le 1^{er} janvier 2016, pour les sites ex-tarifs « Jaunes » et « Verts » dont la puissance souscrite est supérieure à 36 kVA.

Depuis, la loi Energie Climat adoptée le 8 novembre 2019 conformément à la directive européenne du 5 juin 2019 sur les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité, organise la fin des Tarifs Réglementés de Vente (TRV) d'électricité pour les consommateurs finaux non domestiques, tarifs correspondants aux contrats de fourniture d'électricité d'une puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA.

En conséquence, au 1^{er} janvier 2021, seuls les clients domestiques et les clients non domestiques employant moins de 10 personnes et dont le chiffre d'affaires, les recettes ou le total de leur dernier bilan annuel n'excèdent pas 2 millions d'euros, seront encore éligibles aux TRV.

Dans ce contexte, le renouvellement d'un groupement de commandes est envisagé pour l'achat d'électricité coordonné par le SYDER. Ce groupement est à même d'apporter aux pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices, une réponse à ces nouvelles dispositions réglementaires en leur permettant de se mettre en conformité avec la loi, tout en optimisant leur procédure de mise en concurrence.

Pour les clients éligibles aux TRV, la loi n°2024-330 du 11 avril 2024 visant à protéger le groupe EDF d'un démembrement a ouvert de nouveau aux TRV à compter du 1^{er} janvier 2026 les PDL en segment C2 et C4 >36 kVA.

Le groupement sera ouvert aux communes et Etablissement Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) du périmètre du SYDER. Le groupement couvre l'ensemble des contrats des établissements publics, y compris ceux qui ne sont pas soumis à une obligation de mise en concurrence dans le cadre des TRV.

Vu le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L2113-6 à L2113-8 ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat d'électricité et de services associés ci-jointe en annexe ;

Le coordonnateur du groupement sera le Syndicat Départemental d'Energies du Rhône (SYDER). Il sera chargé d'organiser, dans le respect du droit des Marchés Publics, l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs prestataires afin de répondre aux besoins exprimés par les membres du groupement.

Le coordonnateur est également chargé de signer et de notifier les accords-cadres ou les marchés qu'il conclut ; chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de leur bonne exécution.

En outre, le coordonnateur est chargé de conclure les avenants aux accords-cadres et marchés passés dans le cadre du groupement.

La Commission d'Appel d'Offre du groupement sera celle du coordonnateur du groupement, le SYDER.

La commission *Ressources*, réunie le 4 novembre 2024, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire précise que c'est un marché complexe et qu'il est préférable de renouveler son adhésion au groupement de commandes.

Pascale CHAPOT, 1^{ère} Adjointe, invite le conseil municipal à accepter les termes du projet de convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat d'électricité et de services associés, annexé à la présente délibération ; à autoriser l'adhésion de la commune de Mornant au groupement de commandes à intervenir ayant pour objet l'achat d'électricité et de services associés ; à l'autoriser ou son représentant

à signer la convention de groupement, et toutes autres pièces nécessaires ; à autoriser le représentant du coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de la commune de Mornant.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°103/24 : Participation employeur à la protection sociale complémentaire du risque « prévoyance »

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Le régime de la protection sociale complémentaire est défini par les articles L 827-1 à L 827-12 du Code général de la fonction publique, qui rend obligatoire le versement de la participation employeur pour les risques prévoyance à compter du 1^{er} janvier 2025.

La participation de l'employeur devient obligatoire pour un montant mensuel minimum de 7 € par agent.

Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022, précise les garanties minimales au titre de la couverture prévoyance et définit les montants de référence permettant de déterminer la participation minimale obligatoire des employeurs au financement des cotisations de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les risques santé et prévoyance.

Elle concerne la couverture complémentaire en sus des droits issus du régime de sécurité sociale obligatoire ou du statut des agents publics concernés, des conséquences essentiellement pécuniaires liées aux risques :

- d'incapacité de travail ;
- d'invalidité ;
- d'inaptitude ;
- ou de décès des agents publics.

Les risques prévoyance définis : protection de l'agent en cas d'arrêt de travail, de mise en retraite pour invalidité et décès.

Après un dialogue social avec les représentants du personnel, il est proposé :

- Que le mode de participation retenu soit la **labellisation** ;
(Pour rappel, l'agent souscrit librement à un contrat ou adhère à une mutuelle, à une institution de prévoyance ou une entreprise d'assurance dont le caractère solidaire aura été préalablement vérifié au niveau national et reçoit une participation financière de sa collectivité) ;
- Que le montant de la participation employeur soit de **10 €** par mois et par agent, sur présentation d'un justificatif d'adhésion à un organisme labellisé.

Après avis favorable du CST en date du 18 octobre 2024 ;

La commission *Ressources*, réunie le 4 novembre 2024, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Raphaël GUERIAUD, Conseillère municipale dit qu'un décret qui sortira au 1^{er} janvier 2026 coûtera plus cher aux communes.

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire précise que les 10 euros sont un commencement.

Pascale CHAPOT, 1^{ère} Adjointe, invite le conseil municipal à approuver l'attribution d'une participation à la prévoyance des agents à hauteur de 10 € sur présentation d'un justificatif d'adhésion à un organisme labellisé à compter du 1^{er} janvier 2025 ; à l'autoriser à signer tout document afférent à cette présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

| |
|---|
| Délibération n°104/24 : Convention de partenariat avec l'association des Officiers de réserve et Réservistes de Lyon et du Rhône |
|---|

Sébastien PONCET, Conseiller municipal délégué, présente le rapport.

L'Association des Officiers de réserve et Réservistes de Lyon et du Rhône a été fondée à Lyon le 26 octobre 1920. Elle fait ainsi partie des plus anciennes associations de soutien et de représentation des réservistes, ainsi que d'entretien du lien armées/Nation de notre pays.

La commune de Mornant peut solliciter l'Association des Officiers de Réserve et Réservistes de Lyon et du Rhône pour des activités, comme pour organiser des rencontres dans les écoles, organiser la visite du musée militaire situé Quartier Général Frère au 22, Avenue Leclerc à Lyon (69), et solliciter l'association pour tout autre projet pédagogique autour du devoir de mémoire et du lien armée-Nation.

Il est proposé au Conseil Municipal de verser une subvention d'un montant de 1 000 euros à l'Association des Officiers de réserve et Réservistes de Lyon et du Rhône, située Quartier Général Frère, 22 avenue Leclerc 69007 LYON, pour l'organisation d'un projet pédagogique.

La signature de la convention de partenariat ci-jointe précise les modalités, pour une validité d'un an à compter de son caractère exécutoire.

Il est proposé Madame Sophie PIVOT, Conseillère municipale déléguée au devoir de mémoire et commémorations, comme référente du suivi et de l'animation de la convention.

La commission *Ressources*, réunie le 4 novembre 2024, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Sébastien PONCET, Conseiller Municipal délégué précise qu'il s'agit d'une subvention mais avec en contrepartie une prestation avec le Conseil Municipal des Jeunes.

Pascale CHAPOT, 1^{ère} Adjointe, invite le conseil municipal à approuver la convention de partenariat entre l'Association des Officiers de réserve et Réservistes de Lyon et du Rhône et la commune de Mornant ; à l'autoriser ou son représentant,

à signer la convention ; à verser à l'Association des Officiers de réserve et Réservistes de Lyon et du Rhône une subvention d'un montant de 1 000 € ; à dire que les crédits sont prévus au budget principal 2024.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

**Délibération n°105/24 : Attribution d'une subvention spécifique à
l'ADMR du pays mornantais**

Pascale CHAPOT, Adjointe au Maire, présente le rapport.

La ville de Mornant accompagne tout au long de l'année le tissu associatif local par la mise à disposition de locaux, de matériel pour leurs événements, sans oublier le soutien des services de la ville (services vie associative, technique, communication...). Les communes peuvent également attribuer des subventions financières aux associations dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

L'ADMR du pays mornantais a créé un espace de vie sociale (4 salariés mis à disposition pour 2 groupes une fois par mois), afin de permettre à des personnes isolées de partager avec des pairs un moment de convivialité où elles peuvent elles-mêmes décider de ce qu'elles feront durant leurs rencontres. Les intervenants sont au service des personnes et favorisent leurs interactions et le lien social, ce qui permet aux salariés d'enrichir leurs pratiques professionnelles et d'être davantage reconnus. Cela peut également permettre d'attirer de nouveaux salariés.

L'association souhaitant obtenir une subvention spécifique dans le cadre du renouvellement de son projet pour l'année 2025 a donc déposé un dossier auprès du service vie associative.

| Association | Vote de la commission | Élus présents au CA ou bureau de l'association |
|-------------------------|-----------------------|--|
| ADMR du pays mornantais | 2 000 € | |

La commission *Population*, réunie le 4 novembre 2024, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Pascale CHAPOT, 1ère Adjointe, invite le conseil municipal à verser une subvention spécifique de 2 000 euros à l'association ADMR du pays mornantais ; à dire que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la commune – exercice 2024 ; à l'autoriser ou son représentant, à signer tout acte afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

**Délibération n°106/24 : Attribution d'une subvention spécifique à
l'ARAIRE**

Alain DUTEL, Conseiller municipal délégué, présente le rapport.

La ville de Mornant accompagne tout au long de l'année le tissu associatif local par la mise à disposition de locaux, de matériel pour leurs événements, sans oublier le soutien

des services de la ville (services vie associative, technique, communication...). Les communes peuvent également attribuer des subventions financières aux associations dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les associations souhaitant obtenir une subvention spécifique dans le cadre de projets envisagés pour l'année 2024 ont donc déposé un dossier auprès du service vie associative.

| Association | Vote de la commission | Élus présents au CA ou bureau de l'association |
|--|-----------------------|--|
| ARAIRE Réaménagement de la salle dédiée à l'aqueduc | 1 000 € | |

La commission *Population*, réunie le 4 novembre 2024, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Alain DUTEL, Conseiller Municipal délégué précise qu'il s'agit d'une association des Monts du lyonnais.

Pascale CHAPOT, 1ère Adjointe, invite le conseil municipal à verser une subvention spécifique de 1 000 euros à l'association ARAIRE ; à dire que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la commune – exercice 2024 ; à l'autoriser ou son représentant, à signer tout acte afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°107/24 : Convention « dispositif aidants scolaires H+

Dorothée RODRIGUES, Adjointe au Maire, présente le rapport.

La rentrée scolaire 2023-2024 a été un moment difficile pour les familles d'enfants porteurs de handicap et les équipes éducatives du fait du manque de personnel de l'Education Nationale aux postes d'AESH. La situation ne permettait pas la scolarisation d'enfants dont les droits sont pourtant reconnus, en bénéficiant d'une notification de la Maison Départementale et Métropolitaine des Personnes Handicapées du Rhône.

Les Maires de la COPAMO ont décidé de proposer la création d'un dispositif sur le territoire pour répondre à ce manquement en créant des postes Aidants Scolaire H+. L'objectif était de permettre à tous les enfants, notamment des enfants en situation de handicap, de suivre la scolarité à laquelle ils avaient droit au sein de l'École de la République.

Par la délibération du conseil communautaire n°CC-2023-092 du 19 septembre 2023, la COPAMO a créé ce nouveau dispositif Aidants Scolaires H+.

Dans un second temps, la commune de Mornant a elle aussi délibéré lors du Conseil Municipal et a autorisé Monsieur le Maire à signer la convention du dispositif aidant scolaire H+ par la délibération n° 82-23.

Au vu du bilan positif de l'année scolaire dernière (16 agents formés, 72h00 de formation, 308h00 en classe, 5 agents mobilisés pour un coût de 5 901,40 €) il est proposé de remettre en place le dispositif pour cette année scolaire 2024-2025.

Pour rappel, le dispositif d'Aidants Scolaires H+ est proposé aux familles :

- Par suite d'une notification écrite de la Maison Départementale et Métropolitaine des Personnes handicapées (MDMPH) ;
- Sur le volume horaire spécifié dans la notification MDMPH ;
- Le temps que les services de l'Education Nationale mettent à disposition de l'enfant concerné un Accompagnant des Elèves en Situation de Handicap (AESH) sur les droits octroyés par la notification MDMPH ;
- Par suite de la signature d'une convention entre la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale du Rhône (DSDEN), la commune de la COPAMO concernée sur les modalités de mise à disposition d'un Aidant Scolaire H+ et la COPAMO.

Une charte d'accompagnement (annexée à la présente convention) est établie pour fixer les principes essentiels qui permettront d'accompagner les enfants concernés au sein de la classe dans le cadre du temps scolaire.

La COPAMO s'engage à coordonner le dispositif des Aidants Scolaires H+ en coopération avec la DSDEN, les communes de la COPAMO concernées par l'accueil d'enfants bénéficiant d'une notification d'AESH, ainsi que la famille de l'enfant concerné.

Par la délibération du conseil communautaire n°CC-2024-006 du 2 juillet 2024, la COPAMO a validé la poursuite du dispositif Aidants Scolaires H+.

Cette convention fixe les principes de mise à disposition d'un agent communal, pour la fonction d'Aidant Scolaire H+, auprès de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale du Rhône (DSDEN).

La commune transmettra à la fin de l'année scolaire un état récapitulatif des coûts avancés, accompagné d'une demande de remboursement à la COPAMO.

La commission *Population*, réunie le 4 novembre 2024, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Pascale CHAPOT, Adjointe au Maire, rappelle que c'est un dispositif innovant créé à Mornant en 2023 et financé par la COPAMO.

Dorothée RODRIGUES, Adjointe au Maire précise qu'il n'y a pas encore de demande cette année sur Mornant.

Pascale CHAPOT, Adjointe au Maire informe de la venue du Ministre délégué à la réussite scolaire Alexandre PORTIER ce vendredi, qui est très intéressé par ce dispositif.

Pascale CHAPOT, 1ère Adjointe, invite le conseil municipal à approuver la convention entre la COPAMO, la Mairie de Mornant et l'éducation nationale, ci-jointe ; à

l'autoriser ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

| |
|---|
| Délibération n°108/24 : Convention Territoriale Globale (CTG) – Caisse d'Allocations Familiales du Rhône |
|---|

Dorothée RODRIGUES, Adjointe au Maire, présente le rapport.

La Convention Territoriale Globale (CTG) est une démarche qui vise à mettre les ressources de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), tant financières que d'ingénierie, au service d'un projet de territoire afin de délivrer une offre de services complète, innovante et de qualité à destination des familles.

La généralisation des CTG met un terme définitif aux Contrats Enfance Jeunesse (CEJ) et permet de mettre en application la nouvelle Convention d'Objectifs et de Gestion qui lie la Caisse Nationale des Allocations Familiales et l'Etat depuis 2023.

Allant au-delà des compétences en matière de Petite enfance, Enfance et Jeunesse transférées à la COPAMO, la CTG 2024-2028 à conclure avec la CAF du Rhône doit être approuvée par la COPAMO et par toutes ses communes membres.

Les objectifs de la CTG

- Construire un projet social de territoire, global et adapté aux besoins des familles
- Partager des orientations et leurs modalités de mise en œuvre pour une plus grande lisibilité, efficacité et complémentarité des actions menées
- Renforcer et rationaliser la gouvernance partenariale.

La nouvelle CTG s'appuiera notamment sur l'ensemble des actions déjà réalisées dans la précédente, qui ont une récurrence dans le temps et qui sont considérées comme structurantes sur le territoire.

Cette opportunité permet de pérenniser les politiques de la petite enfance, l'enfance, la jeunesse, la parentalité, du logement, de l'accès aux droits et de l'accompagnement social, et d'en développer de nouvelles comme l'Animation de la Vie Sociale.

La CTG, grâce à sa diversité des thématiques abordées, permet, en effet, d'avoir une vision globale des politiques du territoire et d'en développer de nouvelles en fonction des besoins et des attentes de la population.

Les principaux domaines de la dernière CTG

- ✓ *La petite enfance* : Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE), Relais Petite Enfance (RPE), Passerelle Enfance
- ✓ *L'enfance* : Accueils Collectifs de Mineurs (ACM)
- ✓ *La jeunesse* : Structure Locale d'Information Jeunesse, séjours, projets « citoyenneté »

- ✓ *La parentalité* : Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP), Médiation Familiale, soutien des familles confrontées à des événements fragilisant
- ✓ *L'accès et le maintien dans le logement* : Fonds de solidarité, logement, lutte contre l'indécence et les impayés de loyer...
- ✓ *L'accès aux droits et aux services* : rendez-vous des droits, France Services
- ✓ *L'accompagnement social*

La COPAMO lors du conseil communautaire du 24 septembre 2024 par la délibération CC-2024-008 a approuvé la signature de la nouvelle CTG pour une durée de 4 ans.

Les enjeux et objectifs de la nouvelle CTG

- ✓ ***La petite enfance*** :
 - Veiller à garder un équilibre entre les différents modes de garde
 - Proposer une politique « Petite Enfance » avec des valeurs communes
- ✓ ***L'enfance*** :
 - Développer un mode de garde éducatif de qualité pour tous les enfants du territoire, ainsi qu'une cohérence éducative entre les acteurs
- ✓ ***La jeunesse*** :
 - Proposer une politique jeunesse globale sur le territoire en concertation avec les communes
- ✓ ***La parentalité*** :
 - Renforcer l'accompagnement à la parentalité sur le territoire
- ✓ ***Logement*** :
 - Proposer une politique de l'habitat et du logement cohérente en adéquation avec les besoins des familles du territoire
- ✓ ***Accès aux droits*** :
 - Simplifier les interactions des usagers avec l'administration
 - Réduire la fracture numérique
- ✓ ***Accompagnement social*** :
 - Outiller les CCAS pour répondre aux besoins et renforcer l'accompagnement social des usagers
 - Repérer les besoins sociaux sur le territoire et y apporter des réponses adaptées
 - Accueillir puis accompagner les familles déplacées ukrainiennes
- ✓ ***Animation de la Vie Sociale*** :
 - Accompagner la démarche de création d'un espace de vie sociale
- ✓ ***Pilotage et coopération*** :
 - Demander le financement d'1/2 poste supplémentaire de coopérateur CTG justifié par le nombre constant de dispositifs développés sur le territoire et du maillage partenarial, correspondant à toute la coordination sur le champ du handicap, avec tous les dispositifs déjà existants et à développer.

Un processus, des aides et des ressources nouvelles

- Accompagnement des techniciens par la CAF sur l'élaboration du diagnostic territorial partagé et de l'évaluation présentée le 4 juin 2024 en Commission d'instruction « Solidarités et Vie sociale ».
- Programmation d'un plan d'actions pluriannuel et spécifique au territoire avec des financements associés.
- Des nouvelles demandes de cofinancement de poste.
- Mise en œuvre d'un COPIL de gouvernance de la CTG et de sous COPIL thématiques permettant de rendre compte de l'avancée des actions et d'en évaluer l'efficacité et la pertinence.

La commission *Population*, réunie le 4 novembre 2024, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Véronique ZMMERMANN, Conseillère municipale déléguée, demande des précisions sur ce dispositif.

Dorothée RODRIGUES, Adjointe au Maire, répond que la signature de cette convention permet à la commune de recevoir les aides de la CAF. Il s'agit du même dispositif que le précédent.

Pascale CHAPOT, 1ère Adjointe, invite le conseil municipal à approuver la nouvelle Convention Territoriale Globale avec la CAF du Rhône pour une période de 5 ans, soit du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2028 ; à l'autoriser ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

| |
|--|
| <p>Délibération n°109/24 : Approbation de la mise à jour du règlement intérieur et de la convention cadre du réseau des bibliothèques</p> |
|--|

Virginie PRIVAS-BREAUTE, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Inauguré en septembre 2015, le réseau des bibliothèques du pays mornantais a contribué à diversifier l'offre de services de lecture publique à la population.

Avec près de 5500 inscrits actifs et 200 000 prêts en 2023, le réseau est monté en puissance et l'activité des bibliothèques s'en trouve dynamisée.

Après 9 ans de fonctionnement, il apparaît qu'une mise à jour du règlement intérieur et de la convention-cadre de partenariat et de fonctionnement du Réseau des bibliothèques du pays mornantais est nécessaire, et ce pour plusieurs raisons :

- mettre à jour les informations et règles de fonctionnement
- rappeler les engagements respectifs de la communauté de communes d'une part et des communes d'autre part
- réécrire l'article 6 de la convention-cadre concernant la gouvernance du réseau pour être en conformité avec l'organisation actuelle
- anticiper les évolutions futures des services du réseau.

Il est donc proposé aux communes d'approuver le règlement intérieur et la convention de partenariat et de fonctionnement du Réseau des bibliothèques.

La commission *Population*, réunie le 4 novembre 2024, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Virginie PRIVAS-BREAUTE, Adjointe au Maire, précise que le règlement a été coécrit par toutes les associations et bibliothèques du réseau.

Pascale CHAPOT, 1ère Adjointe, invite le conseil municipal à approuver le règlement intérieur du réseau des bibliothèques du Pays Mornantais, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025, ci-joint ; à approuver l'actualisation de la convention du réseau des bibliothèques du Pays Mornantais, ci-jointe ; à l'autoriser ou son représentant, à signer le règlement intérieur ainsi que la convention, ci-dessus mentionnés, ainsi que tout document afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

| |
|--|
| Délibération n°110/24 : Convention de partenariat « Ma mutuelle Région Auvergne-Rhône-Alpes » |
|--|

Pascale CHAPOT, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Dans le but de préserver le pouvoir d'achat, de renforcer la solidarité et d'améliorer l'accès aux soins, la Région Auvergne-Rhône-Alpes et ses partenaires, proposent aux citoyens une couverture santé adaptée à leurs besoins et à des prix compétitifs. Le dispositif mis en place vise à garantir, sur le long terme, un tarif avantageux pour les souscripteurs, en limitant l'évolution des prix à une augmentation annuelle modérée.

Ceci permettra de maintenir des tarifs préférentiels et de positionner l'offre parmi les plus compétitives de la Région.

La Région Auvergne-Rhône Alpes a donc par délibération, approuvé le principe de mise en œuvre d'une couverture santé régionale, et lancé pour ce faire, un Appel à Manifestation d'Intérêt auprès des mutuelles, assureurs et intermédiaires d'assurance.

C'est ainsi que Radiance Mutuelle (Groupe Malakoff Humanis), Miltis, Précocia, Entrenous et groupe Uitsem-Smerra se sont portés candidats et ont présenté une offre en avril 2024. Leurs offres ayant été jugées conformes aux attentes de la Région, ils sont ainsi devenus des Partenaires de la Région, et ce notamment par le biais d'une convention de partenariat récapitulative des engagements de la Région et ses partenaires.

Afin de formaliser la collaboration de la commune avec ces mutuelles, il est proposé au Conseil Municipal d'accepter la signature des conventions de partenariat correspondantes.

La commission *Population*, réunie le 4 novembre 2024, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Pascale CHAPOT précise que la Mutuelle sélectionnée pour le Rhône est MILTIS et la SMERRA pour les étudiants. MILTIS tiendra des permanences à la Tour du Vingtain et en mairie dès le 6 décembre prochain.

Christian CECILLON, Conseiller municipal délégué, précise qu'il y a 3 gammes de couvertures et que les Mornantais peuvent téléphoner directement à Miltis pour obtenir une étude comparative.

Pascale CHAPOT, 1ère Adjointe, invite le conseil municipal à approuver les termes de la convention de partenariat, ci-jointe ; à l'autoriser à signer toutes conventions de partenariat « Mutuelle Région Auvergne-Rhône-Alpes » et tout document y afférent.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

| |
|--|
| Délibération n°111/24 : Arrêt du Plan Local d'Urbanisme et bilan de la concertation |
|--|

Gaël DOUARD, Adjoint au Maire, présente le rapport.

1. Rappel des objectifs de la révision du Plan Local d'Urbanisme

Le Conseil Municipal a approuvé par délibération n° 46-21 du 14 juin 2021 la mise en révision du Plan Local d'Urbanisme.

Les objectifs de la révision inscrits dans la délibération étaient :

- Préserver l'équilibre entre les espaces urbains et les espaces naturels et agricoles
- Prendre en compte la capacité des réseaux lors de projets
- Favoriser le développement économique
- Assurer la mise en cohérence et la compatibilité du PLU avec les dernières évolutions législatives et réglementaires
- Actualiser les documents graphiques notamment le zonage eaux pluviales et assainissement
- Rédiger des Orientation d'Aménagement et de Programmation sur les parcelles de plus de 1 500 m²
- Valider les périmètres d'équipements publics
- Harmoniser les règlements A, UI et N avec les communes de la COPAMO
- Poursuivre l'implantation de modes doux
- Intégrer des zonages solaires
- Mise en place d'un écoquartier
- Être en lien avec le PLH 3
- Pérenniser et développer les équipements publics et infrastructures en cohérence avec l'évolution démographique de la commune
- Développer l'habitat en centre bourg axé sur la rénovation du bâti existant ou la révision de constructions neuves tout en préservant l'identité rurale et patrimoniale du village
- Mettre en place des emplacements réservés permettant à la commune d'assurer la gestion des stationnements, la gestion des déchets, d'encourager l'activité associative, sociale, sportive et culturelle, de développer et protéger le commerce de proximité, de protéger et valoriser le patrimoine bâti et non bâti...etc.
- Pérenniser les zones rurales et notamment l'agriculture sur la commune, tout en offrant à la population des lieux de vie de qualité
- Être exemplaire dans le respect des orientations du Schéma de Cohérence Territorial du Syndicat de l'Ouest Lyonnais.

Le bureau d'études CITADIA a été missionné pour accompagner la commune. A la lumière du diagnostic territorial et des contraintes réglementaires, le projet communal a été précisé au travers du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Il a été débattu en Conseil Municipal le 17 octobre 2022.

Le projet a fait l'objet de 10 réunions de travail avec la commission d'urbanisme et le cabinet CITADIA. Deux réunions avec les personnes publiques associées ont eu lieu le 8 septembre 2022 et le 25 juin 2024.

Une commission générale portant sur la présentation de la révision générale du Plan Local d'Urbanisme a eu lieu le 14 octobre 2024.

2. Bilan de la concertation

La concertation publique, conformément aux modalités de concertation fixées lors de la délibération de révision du PLU a donc été organisée de la façon suivante :

- La mise en place d'un registre de concertation à la mairie tout au long de la procédure ;
- Des rendez-vous avec l'adjoint à l'urbanisme tout au long de la procédure avec les administrés qui en ont formulé la demande ;
- Une réunion publique à l'étape du diagnostic et PADD ;
- Quatre réunions publiques thématiques (centre bourg, hameaux, tissu pavillonnaire, zone d'activité des Platières) à l'étape de l'élaboration des pièces réglementaires ;
- Des articles de presse dans le bulletin municipal papier et sur le site internet faisant état de l'avancement du dossier.

Le public a été informé de la tenue des réunions publiques par les voies de communications habituelles de la commune : site internet de la commune, bulletin municipal.

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal d'arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme et de tirer le bilan de la concertation.

La commission *Technique*, réunie le 4 novembre 2024, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Pascale CHAPOT précise que 8 années sont passées depuis la 1^{ère} consultation. Elle remercie Gaël DOUARD au nom du Maire et de tous les élus.

Gaël DOUARD, Adjoint au Maire, remercie toutes les personnes ayant contribué à la conception de ce PLU.

L'enquête publique aura lieu entre avril et mai 2025 et l'objectif est que le PLU soit validé au mois de juillet.

Raphaëlle GUERIAUD, Conseillère municipale félicite Gaël DOUARD pour son travail et dit que même s'ils ne sont pas toujours d'accord sur les souhaits pour la commune, elle reconnaît le travail effectué.

Anne BLANCHET, Conseillère municipale, demande les conclusions qui ont été tirées suite au dernier épisode d'inondations au mois d'octobre. Gaël DOUARD dit que c'est entre autres le travail du SYSEG.

Pascale CHAPOT, 1ère Adjointe, invite le conseil municipal à arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme tel qu'annexé à la présente délibération et tirer le bilan de la concertation ; à soumettre pour avis le projet de Plan Local d'Urbanisme aux personnes publiques associées ainsi qu'aux communes limitrophes et établissements publics de coopération intercommunale ; à transmettre la présente délibération et le Plan Local d'Urbanisme annexé à cette dernière au préfet du département du Rhône ; à tenir à disposition du public le dossier définitif du projet de Plan Local d'Urbanisme, tel qu'arrêté par le Conseil Municipal, conformément à l'article L 153-22 du Code de l'urbanisme ; à afficher la présente délibération durant un mois en mairie, conformément à l'article R153-3 du Code de l'urbanisme.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°112/24 : Dénomination des bâtiments municipaux

Jean-François FONTROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport.

La dénomination d'un équipement municipal relève de la compétence du Conseil Municipal qui, en vertu de l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales « règle par ses délibérations les affaires de la commune ».

Pour rappel, la dénomination d'un lieu ou équipement public doit être conforme à l'intérêt public local. Dans ces conditions, cette dénomination ne doit être de nature ni à provoquer des troubles à l'ordre public, ni à heurter la sensibilité des personnes, ni à porter atteinte à l'image de la Ville.

La dénomination d'un lieu ou équipement public doit également respecter le principe de neutralité du service public qui « s'oppose à ce que soient apposés sur les édifices publics des signes symbolisant la revendication d'opinions politiques religieuses ou philosophiques ».

Pour donner suite au déménagement de la bibliothèque anciennement situé 4 rue Patrin, au clos St Charles, il convient de renommer le bâtiment.

Par la présente délibération, le Conseil Municipal propose également de mettre à jour la liste des bâtiments concernés, présentée en annexe.

L'ex-bibliothèque Louis Calaferte étant située dans le secteur « Donzel », il est proposé de renommer le bâtiment « Maison Donzel ».

La liste récapitulative de la dénomination des bâtiments et équipements municipaux est annexée à ce rapport.

La commission *Technique*, réunie le 4 novembre 2024, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Laure PIQUERAS, Conseillère municipale, demande d'où vient le nom DONZEL.

Alain DUTEL, Conseiller municipal délégué, répond que la propriété avait été achetée par la famille DONZEL.

Pascale CHAPOT, 1ère Adjointe, invite le conseil municipal à approuver la nouvelle dénomination de l'ancienne bibliothèque Louis Calaferte en « Maison Donzel » ; à approuver la mise à jour de la liste des bâtiments et équipements publics concernés ; à l'autoriser ou son représentant à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

| |
|---|
| Délibération n°113/24 : Modification du tableau de classement des voies communales |
|---|

Jean-François FONTROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport.

Par délibération n°42-23 en date du 22 mai 2023, le Conseil Municipal a décidé de procéder à la mise à jour du tableau de classement des voies communales et à l'établissement du tableau de classement des chemins ruraux.

Aujourd'hui, à la suite de la certification des adresses dans la Base d'Adresse Nationale (BAN) il s'avère nécessaire de mettre à jour le tableau de classement des voies communales à caractère de chemins, de rues et de places publiques.

Ainsi, le Conseil Municipal propose les modifications suivantes à intégrer au tableau de classement des voies communales :

A => VOIES COMMUNALES A CARACTERE DE RUES

- NOUVELLES VOIES

1- **Passage du Docteur René Vial**

Part de la rue du Souvenir (entre la 1 et 3 en face de La Poste) pour déboucher sur le parking des Verchères.

| | |
|----------|-----------|
| Longueur | 31 mètres |
|----------|-----------|

2- **Passage des Gones**

Part de l'avenue de Verdun (entre le 21 et le 23), pour déboucher sur la rue du Docteur Carrez au niveau de l'école maternelle.

| | |
|----------|-----------|
| Longueur | 71 mètres |
|----------|-----------|

3- **Passage Francis Giroud**

Part de la rue de la République (11 bis) pour aboutir rue Montel (10)

| | |
|----------|-----------|
| Longueur | 52 mètres |
|----------|-----------|

4- **Passage des Heurts**

Part de la rue Bourgchanain (entre le 7 et le 9) pour aboutir rue Jean Palluy

| | |
|----------|------------|
| Longueur | 106 mètres |
|----------|------------|

5- **Montée des Collégiens**

Dans la continuité de la modification du tracé du chemin de la Tannerie, il est proposé au Conseil Municipal de nommer la voie partant de la rue Noël Delorme, aboutissant chemin de la Tannerie « Montée des Collégiens ».

La voie longe le collège Ronsard et le Théâtre de verdure,

Un point d'adressage sera impacté par cette proposition.

| | |
|----------|------------|
| Longueur | 115 mètres |
|----------|------------|

- SUPPRESSION DE VOIE

6- **Rue Donzel**

Situation : Part de la rue Patrin et aboutit au carrefour de la rue des Petits Terreaux et la rue des Fossés :

- Rue de petite longueur : 11 mètres
- Pas d'adresse attribuée à ce jour
- Elle se prolonge par la rue Carémi

Il est proposé au Conseil Municipal de supprimer la « rue Donzel » et de prolonger la « rue Carémi » jusqu'à la rue Patrin.

Cette modification n'aura pas d'incidence sur l'adressage.

7- **Ancienne route de Givors**

L'ancienne route de Givors se confond avec le boulevard du Général de Gaulle entre le giratoire de la piscine et l'intersection du boulevard du Pilat et de la route de Givors. Voie supprimée proposée à la suppression du tableau de classement

Cette modification n'aura pas d'incidence sur l'adressage.

8- **Rue des Aqueducs**

À la suite du déclassement de cette voie et du diagnostic de la certification de l'adressage communal, il est proposé au Conseil Municipal de supprimer la rue des Aqueducs du tableau de classement des voies.

En conséquence, les tracés de la place de mairie et de la rue Noël Delorme ont été redéfinis.

Les administrés concernés par le changement d'adresse seront informés avant l'exécution de la présente délibération.

- RENOMMER

9- Rue Noël Delorme

Le reclassement en voie communale de la partie intramuros de la route de Sorlin (de la rue des Aqueducs au boulevard Général de Gaulle, la voie se poursuivant direction St Sorlin jusqu'à la limite communale conduit à renommer la première partie de la voie.

Il est proposé au Conseil Municipal de renommer la route de St Sorlin de l'intersection avec la rue des petits Terreaux et du boulevard des Aqueducs jusqu'au boulevard Général de Gaulle « Rue Noël Delorme » :

| | |
|----------|--|
| Tracé | Part de l'intersection avec la rue des petits Terreaux et du boulevard des Aqueducs jusqu'au boulevard Général de Gaulle |
| Longueur | 337 mètres |

Les modifications seront apportées en fonction de la description du tracé de la route de St Sorlin.

Les administrés concernés par le changement d'adresse seront informés avant l'exécution de la présente délibération.

- MODIFICATIONS

10- Chemin de la Tannerie

Il est proposé au Conseil Municipal de modifier le tracé du chemin de la Tannerie :

| | |
|-------------------|--|
| Actuellement | Part de la RD 63, dessert la salle de sports, traverse le Mornantet et aboutit sur la RD 30 |
| Nouveau tracé | Part du boulevard Général de Gaulle au niveau de la gare routière pour aboutir en impasse au niveau des jeux des boules extérieurs |
| Nouvelle longueur | 158 mètres |

Cette modification n'aura pas d'incidence sur l'adressage.

11- Rue Waldwisse et avenue de Verdun

Pour donner suite aux travaux effectués sur l'avenue de Verdun et la suppression du rond-point situé en face de l'entrée du Clos Fournereau, il convient de modifier le tracé des deux voies :

| Rue Waldwisse | |
|----------------------|--|
| Actuellement | Part de la Rue d'Arches et aboutit au carrefour RD 30 / RD 115 |
| Nouveau tracé | Part de la rue Villeneuve (intersection avec la rue des Arches), et aboutit sur l'avenue de Verdun |
| Nouvelle longueur | 294 mètres |

| Avenue de Verdun | |
|-------------------------|---|
| Actuellement | Part de la rue Waldwisse (petit rond-point) et aboutit à la RD 63 (rond-point de la gare) |
| Nouveau tracé | Part du rond-point de Saint Agathe pour aboutir au chemin du Stade |
| Nouvelle longueur | 941 mètres |

Cette modification impacte :

- Deux adresses de la rue Waldwisse et une de l'avenue de Verdun
- Le tracé du Chemin du Stade

12- Rue d'Arches

Pour donner suite aux travaux effectués sur l'avenue de Verdun, il est proposé au Conseil Municipal de modifier le tracé de la rue des Arches afin d'améliorer l'organisation des voies annexes :

| | |
|-------------------|--|
| Actuellement | Part de l'intersection Villeneuve/Waldwisse, traverse l'avenue de Verdun et aboutit à la rue du Docteur Carrez |
| Nouveau tracé | Part de l'intersection Villeneuve/Waldwisse et aboutit à l'avenue de Verdun |
| Nouvelle longueur | 104 mètres |

Cette modification n'aura pas d'incidence sur l'adressage.

13- Rue du Docteur Carrez

Pour donner suite aux travaux effectués sur l'avenue de Verdun, il est proposé au Conseil Municipal de modifier le tracé de la rue des Arches afin d'améliorer l'organisation des voies annexes :

| | |
|-------------------|--|
| Actuellement | Part de la rue d'Arches, traverse la Rue Serpaton-Ollagnons et aboutit à la route du Stade (VC n°30) |
| Nouveau tracé | Part de l'avenue de Verdun pour aboutir à la Rue Serpaton-Ollagnons |
| Nouvelle longueur | 482 mètres |

Cette modification n'aura pas d'incidence sur l'adressage.

14- Rue Carémi

| | |
|-------------------|--|
| Actuellement | Part de la place St Pierre et aboutit au carrefour de la rue des Fossés et de la rue des Petits Terreaux |
| Nouveau tracé | Part de la place St Pierre et aboutit rue Patrin |
| Nouvelle longueur | 56 mètres |

Cette modification n'aura pas d'incidence sur l'adressage.

B=> VOIES COMMUNALES A CARACTÈRE DE CHEMINS

- NOUVELLES VOIES

15- Chemin du Lac

Le chemin d'accès au site de la Madone n'ayant pas de nom, le Conseil Municipal propose de nommer « chemin du Lac » la voie partant de chemin des Côtes pour aboutir en impasse au niveau du parking du lac.

| | |
|----------|------------|
| Longueur | 380 mètres |
|----------|------------|

- MODIFICATIONS

16- Chemin du Stade

| | |
|-------------------|---|
| Actuellement | Part de l'avenue de Verdun (vers la gare), traverse la route des Ollagnons, s'arrête à l'entrée du parking du foot et reprend après l'intersection avec le chemin des Arches |
| Nouveau tracé | Part du rond-point de la gare (intersection entre la rue Jean Condamin et le boulevard du Pilat), traverse la route des Ollagnons, pour aboutir à l'avenue du Pays Mornantais |
| Nouvelle longueur | 748 mètres |

Cette modification n'aura pas d'incidence sur l'adressage actuel.

17- Chemin des Arches

| | |
|-------------------|--|
| Actuellement | Part du carrefour de la rue d'Arches et de la rue du Dr Carrez et aboutit à la route du Stade (VC n°30) |
| Nouveau tracé | Part de la Rue du Dr Carrez, traverse l'avenue du Pays Mornantais pour aboutir en limite de commune. La voie se prolonge côté Saint Laurent d'Agny par un chemin rural aboutissant sur la route départementale (RD 30) |
| Nouvelle longueur | 646 mètres |

C => VOIES COMMUNALES A CARACTÈRE DE PLACES

- RENOMMER

18- Renommer la cour de la bibliothèque

Pour donner suite du déménagement de la bibliothèque au clos St Charles, il convient de changer le nom « cour de la bibliothèque ».

Il est proposé au Conseil Municipal de renommer cette cour « cour Donzel ».

ANNEXES

Annexe => ROUTES DÉPARTEMENTALES TRAVERSANT L'AGGLOMÉRATION

Mise à jour adoptée au Conseil Municipal du 1^{er} juillet 2024

Annexe => HAMEAUX - LIEUX-DITS

Il est proposé au Conseil Municipal de recenser et de nommer les hameaux et lieux-dits en annexe du tableau de classement.

Annexe => VOIES PRIVEES OUVERTES A LA CIRCULATION

Il est proposé au Conseil Municipal de recenser les voies privées nommées en annexe du tableau de classement.

Annexe => PARKINGS

Il est proposé au Conseil Municipal de recenser et de nommer les parkings en annexe du tableau de classement.

Annexe => RONDS-POINTS

Il est proposé au Conseil Municipal de recenser et de nommer les ronds-points en annexe du tableau de classement.

La commission *Technique*, réunie le 4 novembre 2024, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Jean-François FONTROBERT, Adjoint au Maire, précise que c'est un travail long mais nécessaire.

Pascale CHAPOT, 1ère Adjointe, invite le conseil municipal à approuver les nouveaux tableaux de classement des voies communales ci-joints, qui résultent des modifications mentionnées ci-dessus ; à l'autoriser à signer tout document afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

| |
|---|
| Délibération n°114/24 : Convention de mise à disposition d'un terrain privé au profit de la commune – Lieu-dit l'Aqueduc à Mornant |
|---|

Jean-François FONTROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport.

Mesdames Marie Bernadette SERRA née CHEVALIER, Marie Thérèse BOULAY née PINET, Claude GIROD née PINET et Messieurs Yves Marie PINET, Jean Noël Marie PINET, Michel PINET et Pierre François GRIMAL sont propriétaires du terrain cadastré AR 99 d'une surface d'environ 355 m², situé au lieu-dit l'Aqueduc 69440 MORNANT.

Dans une convention signée le 19 décembre 2019, ils se sont engagés à autoriser la commune à sous-louer ce bien à une association mornantaise dénommée 1-2-3 Soleil, dans le cadre d'une activité de jardins familiaux.

La convention annexée précise les modalités de cette mise à disposition.

La convention arrivant à son terme le 30 novembre 2024 et l'association 1-2-3 Soleil souhaitant continuer son activité, il est proposé de renouveler la mise à disposition du terrain de l'Aqueduc à la commune pour une nouvelle période de 5 années, soit jusqu'au 30 novembre 2029.

Il est proposé que cette mise à disposition soit faite à titre gracieux.

La commission *Technique*, réunie le 4 novembre 2024, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Pascale CHAPOT, 1ère Adjointe, invite le conseil municipal à approuver la convention de mise à disposition du terrain privé situé au lieu-dit l'Aqueduc à la commune de Mornant ; à l'autoriser ou son représentant à signer tout acte afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés, avec 1 abstention (Véronique ZIMMERMANN).

| |
|--|
| Délibération n°115/24 : Approbation du rapport annuel d'activité de l'année 2023 du SITOM |
|--|

Loïc BIOT, Adjoint au Maire, présente le rapport.

Le SITOM (syndicat intercommunal de collecte et de traitement des ordures ménagères) est un syndicat intercommunal ayant pour domaine de compétence :

- La collecte, le transfert, le transport et le traitement des déchets non recyclables,
- La collecte, le transport, la valorisation des déchets recyclables,
- La construction des déchetteries et l'organisation de leur exploitation (8 actuellement).

Il gère les déchets de 3 communautés de communes dont la COPAMO et de 23 communes.

En application de l'article L.5211-39 du Code général des collectivités territoriales, le SITOM a fait parvenir à la commune un rapport retraçant son activité pour l'année 2023.

Ce document doit être présenté au Conseil Municipal de la commune de Mornant, en tant que commune membre du SITOM.

La commune de Mornant propose d'approuver le rapport annuel de l'année 2023 du SITOM, joint à ce rapport

La commission *Technique*, réunie le 4 novembre 2024, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Loïc BIOT, Adjoint au Maire, dit qu'il y a encore des efforts à faire sur le tri.

Raphaëlle GUERIAUD, Conseillère municipale, dit qu'il faudrait peut-être former les gens car les consignes de tri ont changé.

Loïc BIOT, Adjoint au Maire, répond que de grosses communications ont déjà été faites mais qu'il faut effectivement continuer.

Virginie PRIVAS-BREAUTE, Adjointe au Maire, demande si des études comparatives entre les collectes en porte à porte et celles en silos ont été réalisées.

Loïc BIOT, Adjoint au Maire, répond qu'il n'a pas connaissance d'une telle étude mais le porte à porte tend à disparaître en raison de son coût trop important. Il informe que le SITOM a déménagé à Montagny.

Pascale CHAPOT, 1ère Adjointe, invite le conseil municipal à prendre acte du rapport annuel 2023 du SITOM.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°116/24 : Ouvertures exceptionnelles des commerces 2025

Loïc BIOT, Adjoint au Maire, présente le rapport.

Chaque année, plusieurs commerçants non alimentaires de la commune de Mornant demandent la possibilité d'ouvrir certains dimanches sur des périodes de grande activité commerciale (fêtes de fin d'année, fête des pères, fête des mères...).

La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques a modifié notamment l'article L.3132-26 du Code du travail relatif aux dérogations sur les ouvertures des commerces le dimanche, à savoir :

« Dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du maire prise après avis du conseil municipal. Le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par année civile. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante. Elle peut être modifiée dans les mêmes formes en cours d'année, au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par cette modification. Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise avec avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre. A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable... ».

Vu l'avis de l'association des commerçants de Mornant ;

Vu la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et suivants ;

Vu le Code du travail, et notamment ses articles L 3132-26, L 3132-27 et R 3132-21,

La commune de Mornant propose d'autoriser les ouvertures dominicales suivantes pour l'année 2025 :

- Commerces de détail non alimentaire : 12 janvier, 19 janvier, 20 avril, 25 mai, 15 juin, 29 juin, 6 juillet, 30 novembre, 7 décembre, 14 décembre, 21 décembre et 28 décembre 2025.

- Commerces de détail automobile : 19 janvier, 16 mars, 15 juin, 14 septembre et 12 octobre 2025.

La commission *Technique*, réunie le 4 novembre 2024, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Pascale CHAPOT, 1ère Adjointe, invite le conseil municipal à donner un avis favorable sur le projet d'ouvertures dominicales 2025 à savoir 12 ouvertures dominicales aux dates suivantes : 12 janvier, 19 janvier, 20 avril, 25 mai, 15 juin, 29 juin, 6 juillet, 30 novembre, 7 décembre, 14 décembre, 21 décembre et 28 décembre pour les commerces de détail non alimentaire et 19 janvier, 16 mars, 15 juin, 14 septembre, 12 octobre pour les commerces de détail automobile ; à préciser que la communauté de communes du Pays Mornantais sera saisie pour avis conforme ; à préciser que les dates seront définies par un arrêté du Maire ; à l'autoriser ou son représentant à signer tout document afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Loïc BIOT, Adjointe au Maire, procède à la lecture des dernières décisions prises par Monsieur le Maire.

Anne BLANCHET, Conseillère municipale, demande si dans le cadre de la décision relative au mandat spécial pour l'Arménie, un premier contact ou une autre action ont déjà été engagés.

Anne-Laurence OLTRA, Conseillère municipale déléguée, répond qu'un premier contact a déjà eu lieu et qu'une délégation arménienne vient sur Mornant en fin de semaine.

Pascale CHAPOT, Adjointe au Maire, dit que Monsieur le Maire pourra en parler au prochain Conseil Municipal.

Véronique ZIMMERMANN, Conseillère municipale déléguée, précise qu'il s'agit d'un projet régional.

Fin de la séance : 21h50

Mornant, le 16 décembre 2024

Renaud PFEFFER

Maire,



Président de séance



Sébastien PONCET

Conseiller municipal délégué à la sécurité et à la prévention des risques

Secrétaire de séance